

18 janvier : point de la situation onze jours après Charlie Hebdo...



Le 7 et le 8 janvier, 3 musulmans, français, nés dans la région parisienne, d'origine algérienne et malienne, ont massacré au fusil d'assaut, 17 personnes, artistes, dessinateurs, journalistes, policiers, et simples clients d'une épicerie parce que juifs.

Ils ont perpétré ces assassinats au cri de « Allah akbar », au nom de l'Islam.

L'énorme, et inimaginable par son ampleur, mouvement du peuple le 11 janvier en réaction, a amené le premier ministre à déclarer devant l'Assemblée Nationale : « *Oui nous sommes en guerre contre le terrorisme, le djihadisme, l'islamisme radical* », au début de son intervention.

Et les députés transportés par la puissance de cette analyse et le courage qu'il fallait pour la prononcer finirent par se lever comme un seul homme pour lui faire ovation. On n'était pas loin du « jeu de paume ».

En fait ils saluèrent la nouvelle appellation donnée aux fanatiques musulmans, dernière trouvaille du pouvoir pour éviter de prononcer la racine interdite « islam » : les « radicaux ».

Le Premier Ministre continua : « à *situation exceptionnelle mesures exceptionnelles... mais pas d'exception* » et les députés « oui, très bien, situation exceptionnelle, quelle analyse, bravo, non, pas d'exception, on est une république exceptionnelle, un état de droit – tiens j'en pleure d'émotion- ».

Les mesures exceptionnelles : renforcement des moyens pour le renseignement : bon; constitution d'un fichier rassemblant tous les islamistes : étonnant qu'il n'existe pas encore ; aménagement de leur localisation dans les prisons : pourquoi pas ; pression auprès du parlement européen ?

Et puis ? Rien.

Sur les quartiers, banlieues, cités ,« territoires perdus de la République » où se développe l'islamisme en toute quiétude, formidables nursery à délinquants multirécidivistes de tout acabit depuis le guetteur de 10 ans ou l'immigré clandestin, jusqu'au djihadiste criminel contre l'humanité, fabrique de bataillons haineux de la France, ennemis jurés de la liberté d'expression et de la libre critique des religions? Rien.

Sur la nécessité d'ouvrir à nouveau l'accès à la liberté pour ces populations prises en otage par la mafia islamo-racaille qui contrôle les entrées et les sorties, les faits et gestes de tout un chacun et lui pourrit la vie ? Rien.

Sur la décision immédiate d'envoyer des détachements militaires au cœur de ces zones où le droit n'est plus celui de notre état, pour mettre fin aux trafics en tout genre, faux-papiers, drogues, armes, et restaurer la République ? Surtout pas ! Et pourtant, n'est-ce pas le plus sûr moyen de mettre un coup d'arrêt au plus grand nombre d'opérations agressives islamistes ?

C'est dans ces riens que réside le caractère exceptionnel des mesures.

Et Manuel Valls de terminer par la ligne politique à suivre : « protection des juifs et des musulmans ».

Des juifs on peut comprendre. Mais qui peut raisonnablement envisager de vivre en permanence sous la protection de soldats en armes dans le quartier, le libre service, la synagogue, l'école,...

En fait cette préoccupation annoncée, en premier, des juifs n'est avancée que pour introduire la « protection des musulmans ».

Sérieusement, en quoi les Français de confession musulmane seraient-ils plus menacés par les exactions islamistes que les autres citoyens français. En rien. Bien au contraire.

En revanche voilà une opportunité pour le politiquement correct de multiplier la propagande pro-musulmane et renforcer la lutte contre toute forme d'islamo-lucidité.

Et de fait le processus de présentation positive de l'islam connaît une exceptionnelle amplification, sous l'impulsion des multiples déclarations du Président de la République, au point que les chaînes d'info pourraient s'appeler désormais « télé mosquée »

Dans le même temps, le combat crapuleux contre la liberté d'expression de ceux qui dénoncent la nocivité mortifère de l'islam atteint des sommets avec par exemple le défèrement de Michel Onfray devant le tribunal de l'inquisition de « on n'est pas couché » ou l'interdiction de notre manifestation.

Combat crapuleux accompagné par le « mais » qui commence à être accolé à « je suis pour la liberté d'expression et le droit à la caricature » « mais ».

Cela dit, 3 ou 4 millions du dernier numéro de Charlie Hebdo ont déjà été vendus. On fait la queue par dizaines dès le petit matin pour pouvoir en obtenir un exemplaire. Il est en rupture et devrait être tiré à 7 millions.

C'est à dire que de l'ordre de 6 ou 7 millions de foyers français veulent acheter, lire un journal présentant en pleine première page une « caricature de Mahomet »

La plupart n'ont jamais lu cet hebdomadaire auparavant.

Ce numéro est interdit à la vente par bon nombre de chefs

d'états islamiques, y compris parmi ceux qui ont répondu à l'appel à la rescousse de Hollande pour le 11.

La nouvelle caricature suscite le rejet de la majorité de la communauté musulmane française et, dans les populations soumises à la religion de paix et d'amour qui fait la loi dans les pays musulmans, indignations et violences contre la France dont on brûle le drapeau, quand les massacres perpétrés par boko haram ou l'état islamique y sont, semble t-il, acceptés. Cette volonté des citoyens français de s'approprier le numéro de Charlie-Hebdo des survivants, dans ces conditions, n'est-ce pas une formidable affirmation du refus du peuple de France de subir l'islamisation, de son refus de craindre les menaces et la violence des islamistes ?

N'est-ce pas la continuation du 11 janvier ?

A n'en pas douter « télé mosquée » va renforcer l'exaspération populaire. D'autant que le sentiment qu'ils sont soutenus par les pouvoirs publics pousse des « chances pour la France » à intervenir ouvertement dans la vie de nos villes. A Toulon, cette dame s'est fait reprocher à quatre reprises dans la même journée de porter une jupe par des représentants de la diversité. A Nice, une quarantaine d'individus ont tenu un rassemblement « contre l'islamophobie » au cri de Allah akbar.

Quels vont être les futurs développements ?

La volonté du peuple de ne pas subir l'islamisation, de ne pas perdre son identité, de conserver sa République laïque, peut-elle trouver un relais, un soutien, une force d'organisation auprès d'un parti ?

Une chose est certaine, il ne peut pas compter sur « l'arc républicain » ou l'extrême gauche.

Jean Théron